

Notre utilisation du sable nous met le dos au mur

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2022

50 milliards de tonnes : de quoi construire un mur de 27 mètres de large et 27 mètres de haut autour de la planète Terre. C'est le volume de sable et de gravier utilisé chaque année, la deuxième ressource la plus utilisée au monde après l'eau. Compte tenu de notre dépendance à son égard, le sable doit être reconnu comme une ressource stratégique et son extraction et son utilisation doivent être repensées, indique un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Le rapport, intitulé Sand and Sustainability : 10 strategic recommendations to avert a crisis, publié par l'équipe GRID-Genève du PNUE, fournit les conseils nécessaires, recueillis auprès d'experts mondiaux, pour adopter des pratiques améliorées en matière d'extraction et de gestion de cette ressource.

L'extraction du sable au sein des écosystèmes où il joue un rôle crucial, comme les rivières et les écosystèmes côtiers ou marins, peut entraîner l'érosion, la salinisation des aquifères, la perte de protection contre les ondes de tempête et des conséquences sur la biodiversité, ce qui constitue une menace pour les moyens de subsistance par le biais, entre autres, de l'approvisionnement en eau, de la production alimentaire, de la pêche ou de l'industrie du tourisme. Selon les auteurs du rapport, le sable doit être considéré comme une ressource stratégique, non seulement en tant que matériau de construction, mais en raison des multiples rôles qu'il revêt pour l'environnement. Les auteurs du rapport soulignent que les gouvernements, les industries et les consommateurs doivent fixer le prix du sable afin de tenir compte de sa véritable valeur sociale et environnementale. Par exemple, le maintien du sable sur les côtes peut être la stratégie la plus rentable pour l'adaptation au changement climatique en raison de la protection qu'il fournit contre les ondes de tempête et les effets de l'élévation du niveau de la mer. Ces services devraient être pris en compte dans la valeur du sable. Le rapport propose également d'élaborer une norme internationale sur la façon d'extraire le sable du milieu marin. Cela pourrait apporter des améliorations spectaculaires, la plupart des travaux de dragage en mer étant effectués dans le cadre d'appels d'offres publics ouverts aux entreprises internationales. Parallèlement, le rapport recommande d'interdire l'extraction du sable des plages en raison de son importance pour la résilience des côtes, l'environnement et l'économie. "Pour atteindre le développement durable, il faut changer radicalement notre façon de produire, de construire et de consommer des produits, des infrastructures et des services. Nos ressources en sable ne sont pas infinies, et il faut les utiliser à bon escient. En parvenant à maîtriser la gestion du matériau solide le plus extrait au monde, nous pourrions éviter une crise et nous diriger vers une économie circulaire", affirme Pascal Peduzzi, directeur de GRID-Genève au PNUE et coordinateur général du programme pour ce rapport.

Le sable est essentiel au développement économique : c'est un élément nécessaire pour produire du béton et construire des infrastructures vitales comme les logements, les routes ou les hôpitaux. Cependant, le sable joue également un rôle essentiel dans le soutien de la biodiversité en fournissant des habitats et des lieux de reproduction à une faune et une flore diversifiées, notamment les plantes marines qui agissent comme des puits de carbone ou filtrent l'eau. Cette ressource est donc essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable et lutter contre la triple crise planétaire du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité. Malheureusement, le sable est utilisé plus rapidement qu'il ne peut être reconstitué naturellement, de sorte que sa gestion responsable est cruciale. Les auteurs soulignent que des solutions existent pour passer à une économie circulaire du sable. L'interdiction de la mise en décharge des déchets minéraux et l'encouragement de la réutilisation du sable dans les marchés publics figurent parmi les mesures politiques citées. La roche concassée ou les matériaux de construction et de démolition recyclés, ainsi que le "sable minéral lourd" provenant des résidus miniers, figurent parmi les alternatives viables au sable qui devraient également être encouragées, précise le rapport. Les auteurs ajoutent que de nouvelles structures institutionnelles et juridiques sont nécessaires pour que le sable soit gouverné plus efficacement et que les meilleures pratiques soient partagées et mises en œuvre. Les ressources en sable doivent en outre être cartographiées, surveillées et faire l'objet de rapports, recommande le rapport. Parallèlement, toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans les décisions relatives à la gestion du sable afin de permettre des approches adaptées aux écosystèmes et d'éviter les solutions uniques, souligne le document.

Le rapport fait suite à une résolution sur la Gouvernance des ressources minérales adoptée lors de la quatrième Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA), qui appelait à des actions en faveur de la gestion durable

des sables. Ce mandat a été confirmé lors de l'AENU de 2022 dans la nouvelle résolution intitulée Aspects environnementaux de la gestion des minéraux et des métaux, adoptée par tous les États membres.

Photo Marcin Jozwiak / Unplash

PNUE

À